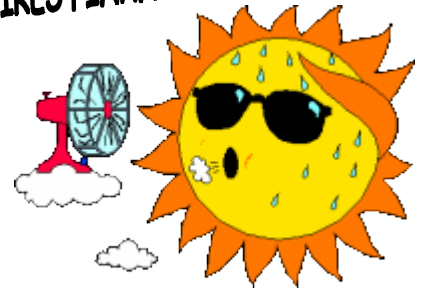


UN POC DE SOL I D'AIRE

Un rayon de soleil et une bouffée de tramontane
élaborés et élevés en plein air catalan par SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 66



CTL DU 8 SEPTEMBRE 2015

L'AVENIR DE LA DGFIP S'ASSOMBRIE MALGRE UNE RENTREE EN RELATIVE DOUCEUR

La Loi de Finances 2016 prévoit une baisse budgétaire de 550 millions d'€ pour le Ministère des Finances accompagnée de 2548 suppressions d'emplois.

Solidaires Finances Publiques l'a fortement dénoncé dans sa déclaration liminaire, posant la question de l'avenir pur et simple de la DGFIP et de la volonté farouche des politiques et technocrates à encadrer sa disparition sous couvert de réforme territoriale (ATE, NOTRE...), de mise en place de la Retenue à la Source, de réduction des plages d'ouverture au public, de fermetures de trésoreries...

Que dire des cadeaux fiscaux votés (CICE) alors que le contrôle fiscal est en berne, que les recettes de l'État ne rentrent plus et que les restructurations vont se multiplier pour palier (??) aux manques d'effectifs.



Que restera-t-il de la DGFIP ???

BILAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Après la présentation de la direction et selon les documents préparatoires à ce CTL, Solidaires Finances Publiques n'a fait que peu d'observation comme d'ailleurs les autres OS.

Tout d'abord nous nous sommes félicités des actions, et de l'équipe de formation de la DDFIP 66.

Mais, parce qu'il y a souvent un mais, les chiffres de l'E Formation ne font que confirmer nos dires des années précédentes : inefficacité.

81 % d'absentéisme à ces sessions de « formation » ; et des chiffres similaires dans la région. Et on ne nous a pas parlé des abandons de formation en cours de route...

Ce taux prouve bien que seules les formations classiques restent les plus efficaces.

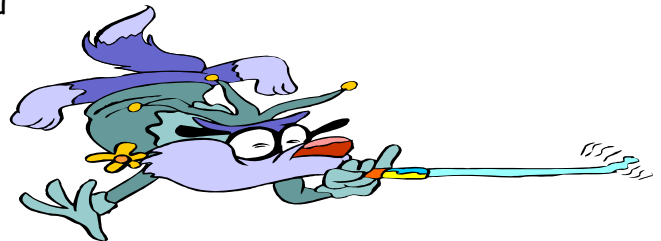
Solidaires Finances Publiques continue à réclamer que ces E Formations soient dispensées en présentiel.

Selon la DDFiP 66, ce type de formation va devenir obligatoire en tant que pré-requis aux formations classiques.

Nous persistons et persisterons dans notre exigence. Et ce n'est pas le déploiement dans les services de 17 à 22 PC dédiés à cette E Formation qui va nous faire changer d'avis, bien au contraire.

Solidaires Finances Publiques a par ailleurs pointé certaines incohérences de la formation des agents changeant de filière ; en particulier celle qui consiste après quelques jours ou quelques semaines passés dans leur nouvelle affectation (trésorerie de proximité) à s'immerger dans une autre trésorerie de proximité pour apprécier la différence.....

Solidaires Finances Publiques a de plus réitéré sa demande de mise en place de formations locales courtes et pragmatiques à destination de l'équipe de renfort dans le but d'une efficacité immédiate à leur arrivée sur un métier nouveau ou une mission précise



BILAN DE LA CAMPAGNE IR 2015

Même si la campagne s'est relativement bien déroulée la très forte augmentation de l'accueil physique (+30 %) couplée à une campagne concentrée sur 15 jours, a généré une grande fatigue chez les agents.

La direction tente d'expliquer cette hausse de fréquentation par la prise en compte de l'accueil primaire réalisé à la Côte Vermeille par un « étudiant en droit » et par l'utilisation d'ORCFA (outil de comptage) dans les trésoreries. La DDFiP oublie que les organisations syndicales ont reçu plus de 600 personnes les après midi de fermeture de la Côte Vermeille.

La télédéclaration, malgré une augmentation, ne fait donc pas baisser l'accueil, qu'il soit physique, téléphonique ou par mail.

Les Pyrénées Orientales sont ainsi reconnues comme un département atypique au regard de la baisse nationale de 3 %.

Solidaires Finances Publiques a soulevé les disparités d'organisation dans cette campagne :

- Horaires d'ouverture au public différents selon les CFP (maintien ou non des $\frac{1}{2}$ journées de fermeture au public)
- Difficultés liées à l'information des usagers sur la télédéclaration
- Différence de comptage entre trésoreries (utilisation restant aléatoire d'ORCFA)
- Accueil Téléphonique en pôle ou en secteur selon les SIP

Pour l'avenir nous avons aussi demandé :

- une vraie réception dans les trésoreries avec des agents formés (pour éviter les doublons/retours vers la Côte Vermeille)
- un véritable accueil dédié pour les revenus fonciers, les revenus de source étrangère et les réductions/crédits d'impôt pour travaux. Les cadres A/A+ des SIP pouvant apporter un réel soutien technique. M Bresson, en phase relative avec notre demande à cité Deng Xiaoping : « Que le chat soit blanc ou gris, peu importe s'il attrape des souris »...

TBVS (Tableau de Bord de Veille Sociale)

Rien de bien nouveau concernant cet outil de constatation. Solidaires Finances Publiques a demandé toutefois une présentation de ce dossier plus en amont dans l'année (1^{er} trimestre) afin de le lier avec le CHSCT et ses éventuels crédits.

Solidaires Finances Publiques a demandé une vérification des chiffres des congés de maladie ordinaire, constatant des discordances entre les documents.

Certains indicateurs nous paraissent encore assez « aléatoires » (nombre de réunion de service) mais, celui du nombre de tentatives de suicide (3 en 2014) est lui sujet à forte préoccupation, même si les causes ne sont pas forcément liées aux conditions de vie au travail.

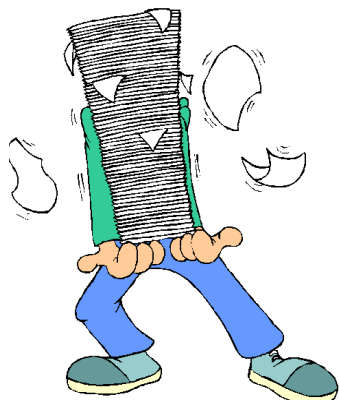
Les écrêtements pointeuse restent importants d'une année sur l'autre, la DDFiP alerte les agents et les chefs de service concernés pour continuer à tenter de faire baisser cet indicateur. Le Pôle Pilotage Ressources veillant à ce que la perte de ces heures écrêtées soient la moins importante possible.

S'agissant des fiches de signalement, la baisse constatée de leur nombre en 2014 ne reflète pas forcément la réalité des incivilités, preuve en est leur augmentation en 2015.

QUESTIONS DIVERSES

ANTENNE DE BOURG MADAME :

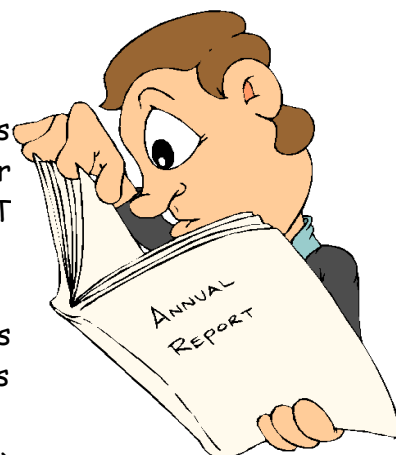
Fermeture définitive et déménagement à Saillagouse le 11/09 (fermé au public depuis le 1^{er} juillet)
La mairie souhaitant récupérer ses locaux au plus vite.



« DES APPRENTIS A LA DGFIP » :

Dans le cadre de la nouvelle loi, les PO vont accueillir 4 apprentis, rémunérés, en 3^{ème} année de licence professionnelle (Mont-louis, Saillagouse, Millas, SIP Agly). Pour Solidaires Finances Publiques, si l'ouverture à la fonction Publique peut être une opportunité pour les étudiant de trouver enfin un stage, les conditions de leur accueil (postes en difficulté, habilitations et déontologie, niveau de rémunération, palliatif à des créations d'emplois) ont été débattues.

PCR (Pôle contrôle des revenus patrimoniaux)



Après une période de consultation des chefs de services et agents, ce pôle sera mis en place au 1^{er} mars 2016 (pour « coller » avec une CAP locale)

Il sera créé à partir des emplois de la BDP, de la cellule CSP et de la FI (6B 4 A) et éventuellement par le redéploiement d'un poste A de BDV si accord de la DG. Les règles de priorité applicables pour la constitution du pôle ont été communiquées aux agents. Selon la direction, la polyvalence attendue des agents pour les contrôles corrélés se fera au rythme de chacun sans obligation....

Solidaires finances Publiques est également intervenu sur la situation difficile du pôle enregistrement (relance des successions notamment) et les conséquences du retard pris sur le futur fonctionnement du PCR. P.

AUDIT DU SPF

Dès lors que ce rapport a « fuité », Solidaires Finances Publiques a demandé, dans le cadre de la transparence à en avoir officiellement communication, afin de débattre de certains points qui ont choqué les agents. Refus catégorique de la Direction : audits non communicables, constituent un outil d'aide, n'engageant pas la direction.

PLAN D'ADAPTATION TRIENNAL 2015/2018 :

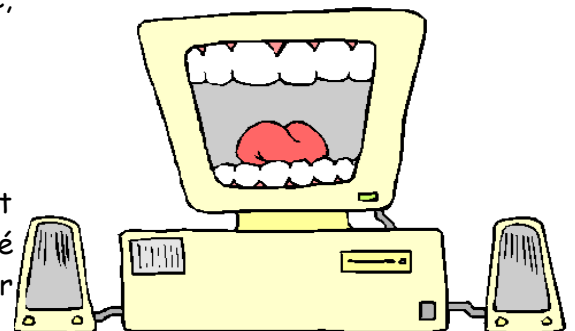
Selon le directeur, aucune restructuration prévue pour les PO à ce jour, hormis les SPF, tout est en débat ... pas non plus de conséquences structurelles pour le 66 liées à la réforme territoriale. A ce jour...

INDUS DE REMUNERATION :

Solidaires Finances Publiques a demandé l'application de la nouvelle note qui autorise, en cas d'indûs de rémunération, à utiliser le titre de recette au lieu du précompte. Cette solution permet le fractionnement de la dette. Nous avons également rappelé l'obligation impérative de la direction d'informer les agents sur le montant et la nature de la dette, les modalités du remboursement, et des droits à recours.

MAINTENANCE DES IMPRIMANTES :

Celle liée à la production des étiquettes SPF et enregistrement n'est plus assurée. La multiplication des incidents durant l'été nous inquiète : la direction fera remonter le problème pour solution technique ou changement de matériel.



GUICHET HANDICAPE :

Les travaux du guichet prévu à la côte vermeille pour accueillir les personnes en situation de handicap vont être réalisés le 23/9 : le centre sera fermé au public ce jour-là.

OUVRANTS DE LA COTE VERMEILLE :

Remplacement acté. Il en reste encore 43 de la 1^{ère} génération (dont 24 dans des locaux accueillant du personnel). Le CHS en a financé 11 cette année.

ZUS :

Nouvelles dispositions pour les ZUS : remplacées par les QPV (quartiers prioritaires de la ville). Contrairement au projet initial, l'hôpital est bien maintenu



en QPV. Beaucoup de retard dans le traitement des dossiers ZUS : traités au fil des dates de dépôt avec priorités aux agents ayant déposé une demande de retraite. A SUIVRE

SECURISATION DES LOCAUX DE LA MUNICIPALE :

Travaux envisagés d'asservissement des portes d'entrée (temporisation style SAS banque) pour éviter que les usagers sortent en traversant le poste, et sécurisation du local régisseur (porte-caisson à dégagement temporisé)

PAIERIE :

Demande faite à la centrale de crédits pour une vidéo protection du site, l'équipement actuel étant inefficace.

VIGILE :

L'embauche du vigile (4 mois) semble donner satisfaction aux agents même s'il ne peut régler tous les problèmes (incivilités dans les box). Les téléphones ont été programmés en appel abrégé pour le joindre + rapidement.

DESAMIANTAGE DU SOUS SOL DE LA CV :

Autorisation de la DPAEP pour un « encapsulage à plein ». Les travaux étant différés (passation des marchés nationaux), les 78.000 € alloués pour l'opération sont reportés sur 2016. Toutefois, ces crédits sont insuffisants pour la totalité du sous-sol : seront exclues les archives SIP et CDIF. Une solution est à l'étude pour le pilonnage des archives prescrites (société extérieure)



LOGEMENT DE CERDAGNE :

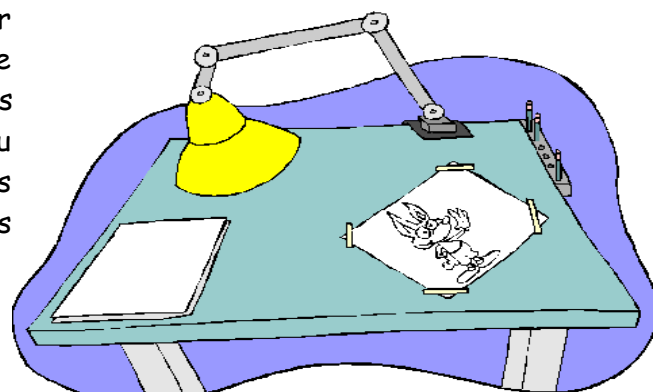
La direction cherche toujours une solution alternative à ce logement mais peu de pistes. Dans l'immédiat ; action de nettoyage coup de poing.

RIVESALTES :

Solidaires Finances Publiques a fait remonter la demande des agents pour une négociation avec la mairie : ils souhaiteraient un stationnement gratuit du parking qui devient payant. Le chef de poste de Rivesaltes, présent au CT, a estimé, quant à lui, cette demande infondée et refusé personnellement l'engagement de toute démarche auprès de la mairie, estimant que la marche est salubre....

CDIF :

SFP a soulevé le problème du N° de téléphone inscrit sur les avis de CFE induisant une augmentation du nombre de coup de fil qui ne concernent pas le cadastre mais les SIE. De plus la charge de travail explose du fait du retard des SPF qui entraîne une augmentation des dégrèvements et impositions supplémentaires (Taxes foncières).



Le problème du remplacement des géomètres a été abordé, notamment au regard des missions en Cerdagne .

A tous ces sujets, la direction répond que le CDIF est la priorité de la rentrée et que des réunions de travail sont prévues

DEGAGEMENT DES CFP :

* Port-Vendres

La direction doit rencontrer la mairie de Banyuls au sujet du dégagement numéraire des horodateurs sur le CFP de Port-Vendres. 2 pistes sont avancées : l'engagement de la BRINKS par la mairie (cofinancé ou pas par la DDFIP), ou l'ouverture dérogatoire d'un compte bancaire dans une agence de Banyuls. Pour info, les dégagements représentaient cet été 24 sacs de 6 kgs de pièces chaque semaine.



* Saint-Paul

RDV le 22/09 avec la brinks concernant le problème des liasses.

CID :

Solidaires est intervenu sur la charge de travail des CID qui est souvent minimisée du fait de la non utilisation par les agents des « formuels » de demande d'intervention, dès lors ces travaux faits par la CID ne sont pas comptabilisés. Le risque de perte d'emploi inquiète la CID.

2015

BULLETIN D'ADHÉSION Coupon à remettre à votre correspondant accompagné du règlement

SECTION :

NOM (marital) **Prénom**

NOM (patronymique) **Date de naissance**/...../.....

Cadre : **Grade** : **Echelon** : **Indice** :

.....

Montant de la cotisation Temps partiel %

N° DGFIP (6 chiffres)

N° ANAIS (10 chiffres)

IDENTIFIANT MINISTERIEL

Adresse administrative - service - structure - téléphone

Mel professionnel @dgfip.finances.gouv.fr

Adresse personnelle

Mel personnel

.....

Solidaires Finances Publiques

Boîte 29 - 80 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16
contact@solidairesfinancespubliques.fr solidairesfinancespubliques.fr